

Méthodologie et interviews en intégralité

1. MÉTHODOLOGIE

1.1. CHOIX DES PARTIS ET ORGANISATIONS

Nous n'avons pas basé nos critères sur la taille d'un parti ou sa visibilité. Un choix arbitraire a été opéré, de manière à proposer trois visions très différentes. Ainsi, La Lutte est une organisation qui ne cherche pas, actuellement à se présenter aux élections. Son terrain d'action se situe avant tout dans les entreprises. Elle est d'inspiration trotskiste. La Ligue Communiste révolutionnaire, trotskiste également, se présente aux élections, seule ou en cartel. Elle agit sur divers terrains et se veut visible dans les débats climatiques et de genre. Pour sa part, le Parti du Travail de Belgique est d'inspiration marxiste-léniniste / maoïste. Il mène actuellement une grande campagne pour l'unité des travailleurs en Belgique, voulant ainsi se démarquer très nettement des débats communautaires. Il se présente aussi aux élections¹.

D'autres partis et organisations révolutionnaires existent en Belgique. A notre connaissance, il n'y a pas de groupes anarchistes structurés, si ce n'est la tentative de création d'une Confédération Nationale du Travail Belgique². D'autres groupes anarchistes sont également répertoriés³ (tendance anarcho-syndicaliste). Bien entendu, les entretiens donnés à des organisations communistes uniquement influent sur le fond global de l'article.

Concernant les partis communistes qui ont déjà déposé des listes électorales, mentionnons encore

- Le Parti Communiste de Belgique (<http://www.particommuniste.be>)
- Le Parti Socialiste de Lutte (<http://www.socialisme.be/psl/>)
- Le Comité pour une Autre Politique (<http://www.autrepolitique.be/site/modules/cjaycontent/index.php?id=33/>) est pour sa part plus difficilement assimilable à une organisation communiste. On le situera donc dans le milieu de la gauche radicale, sans plus de définition

Parmi les autres organisations communistes, ou les « pré-partis », mentionnons

- Le Bloc-ML (<http://www.blocml.be/>)⁴
- La Ligue Communiste des Travailleurs (<http://www.lct-cwb.be/index.php>) section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs

1.2. MÉTHODE D'INTERVIEW

¹ Le fait de mettre ici une particularité d'une organisation ne signifie pas que les autres ne partagent pas cette préoccupation ou sont inactifs dans ce domaine.

² Voir la brève du JIM sur la question (avril 2010) : <http://www.lejim.info/spip/spip.php?breve680>

³ Consulter ce lien : <http://www.anarchie.be/index/show.php?t=50>

⁴ dissous en trois courants dont on retrouve les données sur le site du Bloc-ML

Les questions de départ sont identiques pour chaque parti. Ensuite, en fonction de la conversation ou des spécificités de chaque organisation, d'autres questions ont été posées. Vu l'usage parfois délicat de certains termes et l'absence d'enregistreur, un droit de relecture de l'interview a été donné à chacun (ce qui, bien entendu, enlève parfois la spontanéité initiale de la réponse). L'article de fond n'a pas nécessairement respecté l'ordre des questions et réponses. Il n'a pas sorti certaines phrases de leur contexte. Les membres des organisations interviewées avaient connaissance d'un croisement des interviews. Aucun n'a pu lire les entretiens des autres organisations au préalable.

Les trois interviews ont été réalisées par Gérard Craan⁵ en octobre 2010.

1.3. DERNIER DÉTAIL

De nombreuses notes et commentaires émaillent ces interviews. Leur but est de donner un éclairage immédiat au lecteur. De nombreux liens renvoient notamment vers l'encyclopédie participative wikipédia. Wikipedia est à considérer avec circonspection pour les notices à contenu politique et idéologique. Néanmoins, elles peuvent fournir une base de départ au lecteur peu au fait de certains éléments.

2. INTERVIEWS EN VERSION INTÉGRALES (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

2.1. LA LIGUE COMMUNISTE RÉvolutionnaire (ATAULFO RIERA)

Ataulfo Riera fait partie du secrétariat de la direction nationale de la Ligue Communiste révolutionnaire (le secrétariat est en charge de la gestion quotidienne, politique et administrative, de la LCR)

Comment la LCR conçoit la révolution et comment compte-t-elle arriver à ses fins ?

Il faut d'abord se poser la question de la nécessité de la révolution. Si l'on prend un premier niveau d'analyse, la perspective historique, la révolution est une nécessité permanente. Depuis que le capitalisme existe, avec ses contradictions⁶, les raisons apparaissent clairement.

Maintenant, si l'on part d'un deuxième niveau, la situation actuelle en Belgique et en Europe, la période n'est pas révolutionnaire. Donc, ce que l'on fait aujourd'hui relève de la tactique, subordonnée à la stratégie⁷. Si je fais le parallèle avec les années '30, on constate le même phénomène : une crise historique du mouvement ouvrier. Mais en fait, il

⁵ Indépendant de tous les partis sollicités.

⁶ Le terme contradiction est très important pour le marxisme. Il exprime le principe que le capitalisme n'est pas un système viable. Qu'il mène à l'exploitation de l'homme par l'homme. Or, le capitalisme en cherchant à augmenter ses profits, augmente la pauvreté (par exemple par une pression plus forte sur les salaires). Et plus la proportion des exploités grandit, plus le risque de renversement du système devient important.

⁷ On distingue l'idéologie, la stratégie et la tactique. Soit respectivement le monde dont on rêve les objectifs que l'on détermine pour y arriver et enfin les moyens concrets mis en œuvre pour ce faire. Ce trio idéologie-stratégie-tactique fait partie du b.a.-ba communiste

s'agit bien plus que de « la crise de sa direction révolutionnaire » (Trotsky) car aujourd'hui, nous avons en plus de cela un problème de conscience de classe. C'est un terrible recul depuis vingt, trente ans. Il n'y a pas non plus d'organisation politique de masse des travailleurs et nous devons trouver une réponse.

Précisément ! Quelle réponse ?

Pour recréer une conscience de classe⁸ il faut de la propagande et une activité anticapitaliste. Mais la solution ne passe pas par une simple distribution et lecture de tracts. La conscience de classe à une échelle de masse se crée par l'expérience de la lutte, le concret. Dans ce cadre, la LCR travaille toujours en articulant trois niveaux de revendications. Des revendications immédiates, liées aux luttes existantes ; des revendications transitoires, que les gens comprennent mais que le capitalisme ne peut pas intégrer sans difficulté et qui impliquent une rupture. Les revendications transitoires changent et s'adaptent selon la période historique. Dans les années trente, en plein développement du fascisme, avec son lot de violences physiques mais aussi dans le cadre de la lutte antifasciste, nous défendions l'armement des ouvriers. Aujourd'hui, une revendication transitoire consiste par exemple à défendre la réduction collective du temps de travail à 32h avec maintien du salaire et embauche compensatoire. Enfin, le troisième niveau de revendication consiste à proposer une alternative globale de société, qui, pour nous, est l'écosocialisme.

En parallèle, nous tentons de recréer un mouvement de masse. Et à notre sens, la classe ouvrière reste le cœur, le point central de ce combat. C'est elle qui fait tourner la machine capitaliste. Et par classe ouvrière, il faut y voir une définition large. C'est l'usine, la manufacture mais aussi les gens qui travaillent dans les services⁹. Cela passe aussi par une lutte contre toutes les formes d'oppression : sexe, racisme, homophobie. La LCR investit donc différents terrains et tente de créer des ponts entre eux. Par exemple, nous nous sommes fortement impliqués dans le Mouvement des droits fondamentaux (MDF). Nous connaissons une période de crise générale et la recherche de boucs émissaires est très présente. Les jeunes filles musulmanes qui portent le foulard sont une cible tout indiquée. Le MDF défend un enseignement laïc et gratuit mais aussi le droit de porter le foulard. Ensuite plusieurs jeunes filles du MDF ont participé à des actions féministes comme la marche mondiale des femmes.

Enfin, nous tenons également compte d'une nouvelle dimension, celle liée au changement climatique.

Mais nous sommes aussi lucides, on n'est pas « Ze parti révolutionnaire » qui va devenir le parti de masse par sa seule croissance linéaire. Nous nous voyons plus comme un des noyaux d'une future organisation révolutionnaire de masse, qui sera le fruit d'évolutions,

⁸ La conscience de classe est la conscience d'appartenir à une couche bien déterminée de la société. Plusieurs analyses visant à définir les classes existent. La plus courante consiste à distinguer les dominants/exploiteurs des dominés/exploités avec toutes les subtilités et degrés intermédiaires possibles. Pour résister, il faut avant tout être conscient qu'il faut résister à quelque chose et donc que l'on est exploité

⁹ En clair : la majeure partie du salariat

de ruptures et de recompositions. Mais dans l'immédiat, ce qui manque c'est une grande force de gauche, anticapitaliste et indépendante du PS et d'Ecolo.

Quand on parle de révolution, on évoque couramment plusieurs manières de faire. Cela peut être la lutte armée, une victoire électorale massive, une grève générale qui évolue vers la révolution, etc. Que pense la LCR de ces types d'actions ?

Je dirais que la lutte armée dépend du contexte. En Belgique, c'est clairement non. Par contre, la 4^e Internationale, qui est le mouvement international auquel la LCR appartient, a eu et a encore des organisations armées. C'est actuellement le cas avec la section philippine de la 4^e internationale. On peut encore citer un parti d'opposition à la dictature argentine des années septante ou encore la période où nos camarades basques étaient majoritaires au sein de l'ETA, sous la dictature franquiste.

Quant à notre rapport aux élections, nous subordonnons clairement celles-ci à la lutte extra-parlementaire. Les élections et les éventuels élus doivent être au service des luttes, contribuer à élever la conscience de classe, et pas l'inverse.

Mais le POS (ancienne dénomination de la LCR, voir encadré) avait appelé à voter Ecolo, non ?

Oui, c'est juste. C'était avant la participation d'Ecolo au pouvoir (après les législatives de 1999, NDA). Nous comptions sur l'émergence d'une force de gauche structurée au sein d'Ecolo, qui exprimait alors un refus des centres fermés, du nucléaire, qui défendait un impôt sur les grosses fortunes ou la RTT. Mais ils ont connu, en quelques années seulement, la même évolution que le PS. Et, petit bémol, le POS avait appelé à voter pour des candidats spécifiques sur les listes Ecolo. Dès son arrivée au pouvoir, Ecolo a trahi son programme social et écologique. Nous n'avions pas tenu compte non plus des effets de l'absence de liens structurels avec le mouvement ouvrier au sein d'Ecolo (ce qui joue notamment sur son fonctionnement).

En ce qui nous concerne, nous n'avons pas de modèle de révolution clé en main que nous devrions appliquer mécaniquement. Mais un des modèles les plus plausibles dans des pays comme les nôtres nous paraît être la grève générale active et insurrectionnelle, où l'on appliquerait le contrôle ouvrier, l'élection de comités de grève et leur centralisation qui déboucherait sur une situation de double pouvoir, d'affrontement avec l'Etat bourgeois, etc. Cela souligne évidemment l'importance d'un syndicalisme combatif et démocratique.

2.2. LA LUTTE (ANNE)

Anne fait partie des membres fondateurs de La Lutte. Elle nous décrit de quelle manière La Lutte s'inscrit dans la révolution

Comment La Lutte conçoit la révolution et comment compte-t-elle arriver à ses fins ?

Pour nous, la société capitaliste est injuste et augmente les inégalités

Nous restons dans l'analyse du Manifeste du parti communiste¹⁰. La société capitaliste est fondamentalement basée sur l'opposition entre deux classes sociales, celle des personnes qui doivent vendre leur force de travail et l'autre, formée de ceux qui détiennent les moyens de production. La perspective pour l'avenir de l'humanité est que l'ensemble des travailleurs prennent les choses en main et qu'une révolution exproprie les capitalistes de la propriété des moyens de production.

Il faut préciser que si la révolution est une nécessité du point de vue du progrès de l'humanité, rien ne dit que qu'elle se produise inévitablement. S'il n'y a pas de révolution, les inégalités vont encore s'accroître, on rentrera dans une période de décadence. La phrase qui résume très bien cela est « socialisme ou barbarie »¹¹.

L'humanité a déjà connu des révoltes : quand une troisième classe émerge et devient dominante et bouleverse les anciens rapports sociaux. Ce fut le cas de la bourgeoisie qui se développa au moyen-âge pour réellement prendre son essor au 18^e siècle. Elle est devenue révolutionnaire en prenant petit à petit conscience d'elle-même. Or, sous le régime capitaliste, seules deux classes existent. Laquelle est révolutionnaire ? Seuls les exploités ont un intérêt à changer les rapports sociaux. Par contre, les travailleurs ne sont pas spontanément dans l'état d'esprit de prendre le pouvoir. Attention, cela n'empêche pas de se révolter et les révoltes existent encore de nos jours, même en Europe, comme le mouvement en France contre la « réforme » des retraites ou en Grèce contre le plan d'économie. Certes, la dernière fois que la bourgeoisie a été mise en danger nous semble peut-être lointaine sous l'angle d'une génération humaine, mais cela ne représente pas beaucoup pour l'humanité.

Donc, ce qui importe est de savoir ce qui permet la transition entre les luttes et la situation révolutionnaire. Il faut tout d'abord noter un ensemble de circonstances telles qu'une crise du pouvoir de la bourgeoisie, l'ampleur du mouvement, les perspectives qu'il se donne, la situation économique, etc. Il y a eu dans l'histoire du mouvement ouvrier, une seule révolution, la révolution russe, qui amena le renversement de la bourgeoisie. Et si on l'observe de près, on remarque qu'elle n'a pas été provoquée par les révolutionnaires mais bien par la situation de la bourgeoisie russe et le contexte général (entre autres la Première Guerre Mondiale). Il faut donc un mûrissement de la situation pour déclencher une révolution. Les révolutionnaires ont un impact non pas sur le déclenchement d'une révolution mais sur ce à quoi elle aboutit. Nous ne voulons pas jouer aux donquichottes ! C'est finalement ce qu'affirme Marx : ce sont les conditions objectives de la société capitaliste qui amènent la classe ouvrière à se révolter contre l'ordre bourgeois. Par contre, l'histoire du 20^e siècle, montre que les perspectives politiques que peut se donner la classe ouvrière ne vont pas de soi. Prendre le pouvoir ? Se mettre à la remorque de radicaux bourgeois ? S'arrêter au seuil du pouvoir suivant les mots d'ordre de dirigeants ouvriers effrayer par la révolution, ou pire encore, de faux amis, comme les bureaucraties stalinien qui défendaient les intérêts d'une couche sociale parasite plutôt que ceux des travailleurs ?

¹⁰ Voir ici : http://fr.wikipedia.org/wiki/Manifeste_du_Partie_comuniste

¹¹ Expression attribuée à Rosa Luxemburg (http://fr.wikipedia.org/wiki/Rosa_Luxemburg)

C'est pour cette raison pour les révolutionnaires, la question d'une direction politique, d'un parti, est essentielle. La bourgeoisie dispose de cadres, de petit-bourgeois qui sont formés dans de grandes écoles, dans les universités, à diriger, à imposer et défendre les intérêts des capitalistes face aux travailleurs. Il est donc nécessaire que les travailleurs eux aussi aient des cadres, des militants formés à la lutte sociale, qui connaissent l'histoire du mouvement ouvrier, la politique de la bourgeoisie. Il faut que les travailleurs aient une organisation capable de réagir en ayant ses propres cadres pour démasquer et dénoncer les propositions de la bourgeoisie et offrir une autre perspective en cas de contexte favorable. Lors de la révolution russe, lors des périodes révolutionnaires, les organisations grandissent parce que les masses viennent. Mais ceux qui ont pu faire la différence, ce sont les bolcheviks, parce qu'ils avaient acquis un capital politique et organisationnel avant la révolution de 1917. C'est que nous essayons de faire même si la période n'est pas géniale et que nous allons un peu à contrecourant. Pour nous, il est important que ce parti, cette organisation soit liée à la classe ouvrière.

Concrètement, on doit construire une organisation en formant des militants. Je ne veux pas me faire opérer par un apprenti médecin. Quand on lutte, on ne veut pas suivre les apprentis révolutionnaires. C'est sûr qu'aujourd'hui, c'est un boulot un peu ingrat. Ce que nous faisons, c'est essayer d'intervenir dans les luttes et de faire en sorte qu'elles soient une expérience positive pour les travailleurs, une occasion de se former, de gagner de l'autonomie, même si la lutte n'aboutit pas sur des acquis, sur du substantiel.

Actuellement, cela fait plusieurs années que les luttes aboutissent le plus souvent sur une victoire des patrons et des gouvernements. Cela pèse fortement sur le moral, on part de très bas. On milite donc en direction des entreprises, de la base, et on tente de créer des noyaux militants dans les entreprises qui peuvent offrir une autre perspective de combat. C'est pour cela qu'on nous qualifie parfois d'ouvriéristes (rires)

Quel est votre rapport par rapport aux autres luttes, les combats contre le racisme, le sexe, etc. ?

Il est certain qu'il est idéal d'avoir des militants qui interviennent sur tous les aspects de la vie mais, admettons-le, on est trop petit pour être sur tous les fronts. Cela étant, il y aussi, et c'est important, une question de centralité. Pour nous c'est l'oppression du travail salarié. Les questions d'écologique ou du sexe par exemple ont la même origine qui est cette oppression du travail salarié. Mais nous ne sommes pas non plus indifférents à ces questions et elles sont traitées dans notre presse. Nous avons une opinion sur ces aspects. Il est clair aussi que ces mobilisations correspondent bien souvent à des préoccupations de la petite bourgeoisie. Ce sont aussi des travailleurs, mais pas les plus conscients. L'après deuxième guerre mondiale a ainsi vu, c'est notre analyse, des mobilisations petite-bourgeoises se développer. Beaucoup de groupes d'extrême-gauche se sont alors mis à la remorque de la petite bourgeoisie. Parce qu'ils pensaient que ce serait plus facile et que cela ne marchait pas ailleurs, avec la classe ouvrière. Leur bilan politique est d'avoir finalement remis en question le marxisme, la nécessité d'une révolution,... Je pense par exemple aux débats au sein de la LCR en France sur l'opportunité de ne plus se référer au communisme et qui a fait des alliances avec des organisations qui ne se revendiquaient pas du tout ni de la classe ouvrière, ni de la révolution, que du contraire. Peu de gens défendent nos idées, le programme communiste. Alors nous ne voulons pas le mettre dans notre poche afin de séduire des groupes sociaux qui de toute façon ne sont pas

d'accord avec nos idées, voire leur sont hostiles. Par exemple, nous soutenons les féministes, qui ne sont pas communiste. Nous soutenons les femmes qui se battent contre l'oppression du port du voile alors que toutes les organisations de gauche défendent le port du voile. Et on est aussi allé manifester contre l'abolition du droit à l'avortement. On se place avec les opprimés qui luttent pour leur émancipation.

Quand on parle de révolution, on évoque couramment plusieurs méthodes. Cela peut être la lutte armée, une victoire électorale massive, une grève générale qui évolue vers la révolution, etc. Que pense La Lutte de ces types d'actions ?

Je n'aime pas trop l'expression « méthode pour faire la révolution ». Encore une fois, on ne va pas courir après des moulins à vent. Nous sommes matérialistes, c'est-à-dire que l'on tente de comprendre comment se font les révolutions, quels sont les bouleversements sociaux. C'est pour cela que nous ne sommes pas des utopistes¹².

Il faut tout d'abord noter le débat entre réforme et révolution. Cette question a été posée de manière dramatique avec la première guerre mondiale. Une grande partie du mouvement ouvrier a reculé devant la question de la révolution¹³. En fait cette question interroge plus sur le rôle de la violence dans la révolution sociale. Et, clairement, il n'y a pas de révolution sans violence. Les adversaires ne se laissent pas faire et, dans certaines circonstances, il faut être déterminé. De la violence est imposée aux travailleurs, y compris dans la vie quotidienne. Quant à la lutte armée, l'histoire nous montre que ces actions sont rejetées si elles ne correspondent pas à la situation des gens en luttes. En règle générale, la guérilla ne veut pas organiser l'ensemble de la classe ouvrière. C'est une forme de propagande par l'exemple.

Mais si ce mouvement s'avère populaire ?

Ce n'est pas parce que tu es soutenu par les masses que tu veux renverser l'ordre établi. En tant que révolutionnaire, nous pensons que c'est l'ensemble de la population qui peut renverser la société. Ce n'est pas une question de morale mais de succès. Sans cela, ça ne marche pas.

Quant à la grève générale insurrectionnelle, je remarque que la révolution russe n'a pas été menée par une grève générale insurrectionnelle. C'est une révolution qui a pris plusieurs mois. Nous avons tendance à nous méfier de ce mot d'ordre, mis en avant par les certains milieux syndicalistes avant la première guerre mondiale.

¹² Voir notamment cette notice wikipédia sur le socialisme utopique :
http://fr.wikipedia.org/wiki/Socialisme_utopique

¹³ Le vote des crédits de guerre par de nombreux partis socialistes, avec leur inclusion, à la suite de ce vote, dans des gouvernements d'union nationale a mené à des réformes. Mais a brisé le mouvement ouvrier international et traduit l'échec de la deuxième internationale (http://fr.wikipedia.org/wiki/Deuxi%C3%A8me_Internationale), qui refusait la perspective d'une guerre servant les intérêts capitalistes. Voir par exemple cette déclaration commune (http://www.marxists.org/francais/inter_soc/sfio/sfio_19130301.htm), parue peu avant la première guerre mondiale. On y sent nettement la volonté pacifiste mais aussi l'imminence de la guerre et l'impuissance déclarée des partis socialistes français et allemand à lutter contre.

Autre exemple, la grève générale en France en 1936. Elle aurait pu aboutir sur une révolution. C'était au départ une grève générale. Les masses y ont mis de l'espoir, elles se sont investies dans la victoire électorale du front populaire pour ensuite la prolonger par des actions de grève, en opposition-même à ceux qu'elles avaient portés au pouvoir. Ceux qui étaient considérés par la classe ouvrière elle-même comme sa direction politique, le parti communiste français, s'appuyant sur la CGT, avaient comme politique de ne pas mettre en danger la bourgeoisie. Ils ont fait reprendre le travail, au grand soulagement du patronat.

Une grande grève comme celle de 36 ouvre des possibilités, car plus un mouvement dure, plus les travailleurs se posent des questions, plus il se passe des choses, plus les consciences se transforment. Et se pose alors la question de faire tourner les usines pour les besoins des gens, pas pour les « besoins » du capitalisme.

2.3. LE PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE (BENJAMIN PESTIEAU)

Benjamin Pestieau est président de Comac, le mouvement de jeunes du PTB. Il est également le porte-parole bruxellois du PTB.

Comment le PTB conçoit la révolution et comment compte-t-il arriver à ses fins ?

Le PTB est un parti qui veut mettre un terme au système capitaliste et plaide pour un système basé sur la propriété collective des moyens de production, le tout planifié démocratiquement, c'est-à-dire discuté au sein de la population. Le PTB veut que le pouvoir soit réellement aux mains du monde du travail, qu'il y ait une réelle démocratie participative. Il plaide pour un changement radical et profond de la société dans laquelle on vit.

Cela signifie-t-il « révolutionnaire » ?

Oui.

Et pour les méthodes ?

Quant aux méthodes, on n'est pas madame Soleil. Par contre, ce dont nous sommes convaincus c'est que c'est avec la mobilisation large et massive du monde du travail qu'on y arrivera. Mais je suis bien incapable de dire le mode concret à suivre. Tout dépend du niveau de conscience des gens et du niveau des contradictions dans lesquelles le système capitaliste s'enfonce. On ne changera pas de société sans l'accord des gens. Les changements de société ne sont jamais le fruit d'une minorité éclairée.

Concrètement, que faites-vous dans ce cadre ?

Nous menons notamment des actions via nos campagnes. Par exemple celle pour la taxe des millionnaires. La taxe des millionnaires est une mesure concrète qui peut amener de

nouvelles ressources (NDA économiques) pour les gens, elle pourrait réellement améliorer leur vie. En même temps, la campagne pour cette taxe s'oppose à la diminution de la conscience de classe que portent les éléments nationalistes et racistes actuels présents dans la société. Le nombre de millionnaires est très faible, le nombre de personnes qui pourrait bénéficier des revenus de cette taxe est très grand. Si ce ne sont pas les millionnaires qui paient, ce sera le monde du travail. Nous voulons faire ressortir cette contradiction.

Nous menons aussi campagne dans les quartiers. Sur le droit à la prépension, ou la loi INBEV¹⁴, par exemple. Ou dans certaines communes sur les sacs poubelle gratuits.

A travers ces campagnes, nous voulons prendre en main les problèmes des gens, y répondre et dire qu'il est possible de travailler de façon collective, de faire (re-)naître le rapport de force et, face au pessimisme, de (re-)donner confiance en tant qu'individus et en tant que groupe. Nous ne partons pas « perdus d'avance » dans ces campagnes. Si c'était le cas, nous ne ferions que renforcer ce pessimisme. Et c'est vraiment ce que nous ne voulons pas.

Dans une dynamique positive, nous voulons aussi soutenir l'action des syndicats. Les syndicats sont des outils du monde du travail qu'il faut renforcer. Travailler à leur promotion et à leur développement est aussi un outil pour le renforcement de la conscience de classe. Cela ne veut pas dire que nous sommes toujours d'accord sur tout mais nous pensons que si débat il y a, il doit se mener de manière appropriée et dans un souci d'unité du monde du travail. Comme parti politique nous avons notre rôle qui est différent de celui du syndicat mais nous luttons à partir d'une « tranchée commune ». On discute beaucoup dans la tranchée mais on vise « le même ennemi ». C'est une métaphore, bien sur. [Rire]

Enfin, nous voulons activement mener campagne contre le nationalisme. Le lancement de cette campagne a été donné par le speech de Peter Mertens (le président du PTB), à la fête ManiFiesta « Nous sommes un/We zijn één »¹⁵. Il s'agit de reconnaître les différences de langue, de culture, de genre mais aussi de montrer que, fondamentalement, nous avons une histoire et des intérêts communs. On veut représenter les intérêts du monde du travail, des gens qui se battent contre ces attaques (NDA communautaires et de division). On ne parle pas la langue de Reynders, de De Wever et de Daneels (qui lui, se tait). C'est notre message dans le climat actuel.

Mais le PS pourrait aussi tenir un discours semblable. Quelle est la différence avec le Parti Socialiste ou Ecolo ?

¹⁴ La loi INBEV est une campagne du PTB visant à interdire par la loi les licenciements dans les entreprises bénéficiaires. Elle tire son nom de la grève victorieuse, en 2009, des travailleurs des sites belges du groupe brassicole AB-INBEV, autrefois INBEV. Les travailleurs, en front commun, ont réussi à faire annuler, au niveau belge, le plan de licenciement de 10% du personnel dans tous les sites européens du groupe. AB-INBEV est bénéficiaire (voir ici : <http://www.lesoir.be/actualite/economie/2010-03-04/jupiler-dope-ab-inbev-en-belgique-756818.php>). La campagne du PTB pour la loi INBEV est consultable ici <http://www.ptb.be/participer/campagnes/loi-inbev.html>

¹⁵ En téléchargement ici :

http://www.ptb.be/fileadmin/users/nationaal/download/2010/10/brochure_noussommesun.pdf

Quand Lénine défend les 8 heures, est-il réformiste ? Les communistes ont toujours été les meilleurs défenseurs de la réforme. Mais la réforme n'est pas un point final. Il y a toujours eu des luttes pour les réformes : la journée de huit heures, les congés payés, le suffrage universel. La question n'est pas de défendre ou non des réformes. La question concerne comment on envisage la lutte pour des réformes. Je le répète, une réforme n'est pas un point final. L'exploitation du monde du travail ne finit pas avec une taxe des millionnaires. L'exploitation du monde du travail ne finit pas avec la journée des 8 heures. Mais le mouvement qui l'obtient améliore la vie des travailleurs et peut améliorer la conscience de leur force collective. Si on en tire les bonnes leçons, c'est un mieux pour les luttes futures, toujours plus larges et plus profondes. C'est cela qui diffère les courants révolutionnaires des courants réformistes.

De plus, les courants réformistes peuvent être en théorie d'accord avec des éléments de réforme proposé par un parti révolutionnaire, formellement le PS défend l'impôt sur la fortune mais est-ce que le PS mène réellement campagne pour la taxe des millionnaires ? J'attends toujours.

De notre côté, nous voulons créer un réel rapport de force. Notre priorité, c'est la mobilisation du monde du travail. L'arène parlementaire doit servir à soutenir cette mobilisation. Pas l'inverse. Dans le meilleur des cas, les réformistes sont enfermés dans le rapport de force parlementaire.

Si on va plus loin dans l'analyse théorique, il faut comprendre qu'il y a toujours un double contenu dans la réforme. En langage dialectique, on dirait qu'il y a unité des contraires. Et que comme toute unité des contraires, cette unité porte en elle les contradictions futures qui entraîneront de nouveaux mouvements. Une réforme est à la fois le fruit positif du rapport de force dans ce qu'elle apporte de bon au monde du travail et à la fois le fruit négatif de ce même rapport de force dans le sens qu'elle incarne les limites que le monde du travail a pu établir dans sa lutte avec le capital. Si on ne comprend que le premier aspect, on tombe dans le réformisme le plus plat et si on ne comprend que le deuxième on tombe dans la maladie infantile décrite par Lénine, le gauchisme.

Quand on parle de révolution, on évoque couramment plusieurs manières de faire. Cela peut être la lutte armée, une victoire électorale massive, une grève générale qui évolue vers la révolution, etc. Que pense le PTB de ces types d'actions ?

A chaque situation concrète sa solution concrète. Nous ne sommes pas dogmatiques mais marxistes. J'ai parlé de dialectique mais un autre élément essentiel du marxisme, c'est le matérialisme. Cela veut dire partir des faits qu'ils sont réellement. Donc, les choix à faire varient en fonction de la situation. On ne va pas dire aux résistants de la deuxième guerre mondiale qu'ils auraient dû se battre pour le suffrage universel alors qu'il fallait résister face à l'occupant. Aux Philippines, des communistes ont pris les armes. Qui suis-je pour dire qu'ils ont tort ?

Et, pour ce qui concerne la Belgique, en 2010, le PTB ne prône pas la prise des armes ou la violence pour changer système. Mais je n'en fais pas non plus un dogme a-historique ou a-sociétal. Je ne condamne pas Fidel Castro qui l'a fait à Cuba.

Aujourd'hui, il est clair également que le PTB est contre la violence et en premier lieu contre la violence qui s'exerce contre le monde du travail. La violence dans notre société cela veut surtout dire beaucoup de souffrance pour les travailleurs et leurs familles. La question qui se pose aujourd'hui au monde du travail c'est la mobilisation en largeur et en profondeur. C'est d'ailleurs une des choses qui nous diffère de certains courants anarchistes. Ceux-ci pensent que l'on peut changer les choses individuellement ou en petits groupes. Je ne trouve aucune trace historique d'un changement obtenu de cette façon. Pour reprendre une phrase de Mao : « ce sont les masses qui font l'histoire ». Par rapport au Parlement, nous ne fantasmons pas non plus sur une révolution par les urnes. Ni sur le fait que le Parlement soit un organe de décision et un organe représentatif - il n'y a aujourd'hui par exemple aucun ouvrier membre du Parlement. Les membres de partis traditionnels issus du peuple ne restent jamais élus très longtemps. Le Parlement est fait « pour un certain type de public ». On peut discuter des heures d'un projet de loi et ne plus avoir de comptes à rendre par après, lors de la mise en œuvre. Pour nous, un élu doit veiller à la bonne mise en œuvre d'une loi et doit rendre des comptes. Actuellement, il y a une déconnexion complète entre la théorie et la pratique. La révolution par les urnes, donc, si c'est possible, on ira bien. Tant mieux. Il faut examiner où et quand cela s'est fait. L'histoire montre des exemples allant dans les deux directions. Nous ne sommes pas contre par principe.

Mais il est clair que tout acquis social est le fruit d'un rapport de force. C'est notre première préoccupation. Être dans l'arène parlementaire est important mais avant tout pour faire entendre la voix des travailleurs, lui donner un écho plus large et élargir la mobilisation.

Lors de cette interview en particulier, dans le discours du PTB en général, le vocabulaire semble utilisé de façon différente. Le PTB ne parle plus des masses mais « des gens », ni du prolétariat ou de la classe ouvrière mais du « monde du travail ». Qu'en penses-tu ?

C'est une question importante et complexe. Marx disait, que « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde : il s'agit maintenant de le transformer ».

Le but du marxisme est de transformer le monde. Les lois physiques, les sciences ne servent pas seulement à comprendre mais à agir sur le monde environnant. Dans ce cadre, il faut un langage permettant d'être compris. En parallèle d'un langage compréhensible, il faut aussi se battre pour le maintien d'une certaine terminologie et faire en sorte qu'elle soit aussi comprise. Par exemple, on pourrait dire « les masses d'abord, pas le profit » mais si on veut être mieux compris, il vaut mieux adopter « les gens d'abord, pas le profit » non ?

Mais je suis d'accord que c'est une discussion. La langue évolue, on peut chercher des mots qui incarnent la même idée et sont compris par un certain nombre de gens. D'un autre côté, notre société a aussi tendance à diluer toute notion d'union du « monde du travail ». Il y a un vrai débat sur une terminologie qui unifie et incarne la conscience de classe mais aussi que l'on peut comprendre. Sinon, c'est un combat perdu. On veut avoir

une terminologie qui fasse ressortir l'identité de classe du monde du travail, même si elle n'est pas toujours juste.

Et, « les gens d'abord, pas le profit » est un slogan très apprécié par toute une couche de travailleurs. Mais d'un autre côté, d'autres ne le comprennent alors qu'il peut paraître « facile ».